

celles du gouvernement du Canada, et reflétait surtout les acquisitions nettes de \$1.6 milliard d'obligations des gouvernements provinciaux; ce montant dépassait de près de \$1 milliard les achats nets de 1973. Les emprunts par les gouvernements provinciaux en 1974 comprenaient des ventes d'obligations à grande échelle aux pays du Moyen-Orient. Au cours de l'année, les taux d'intérêt à long terme ont augmenté plus fortement au Canada qu'aux États-Unis et en Europe et ont contribué dans une certaine mesure à favoriser le niveau élevé des emprunts obligataires effectués par les Canadiens à l'étranger.

Les créances des non-résidents sur des entreprises associées au Canada sont tombées en 1974 à leur plus bas niveau de la décennie, l'entrée nette ayant été de \$494 millions, ce qui représente une baisse par rapport à 1973 (\$722 millions). Les investissements directs des non-résidents dans les industries du pétrole et du gaz naturel, défavorisés par l'incertitude entourant la future politique énergétique du Canada, ont fortement contribué à cette diminution. Les investissements directs des Canadiens à l'étranger ont atteint en 1974 un niveau record avec une sortie nette de \$645 millions.

Les dépôts en devises des non-résidents dans les succursales canadiennes des banques à charte n'ont augmenté que de \$90 millions en 1974, soit une baisse par rapport à 1973 (\$3.4 milliards). Toutefois, une entrée de \$517 millions a été enregistrée au quatrième trimestre, après une sortie de \$220 millions au troisième trimestre. De même, en 1974, les résidents canadiens ont réduit de plus de \$0.7 milliard leurs avoirs en devises et leurs dépôts, ce qui constitue un revirement notable par rapport à 1973, où il s'était produit une augmentation de \$3.7 milliards. Les non-résidents ont également effectué en 1974 des placements de l'ordre de \$179 millions dans des effets financiers canadiens et autres effets à court terme. Le recours par les non-résidents aux prêts bancaires et autres a justifié d'un important flux de près de \$1.5 milliard en 1974, soit une progression par rapport à \$0.7 milliard en 1973.

Le secteur de l'administration publique dans son ensemble a maintenu sa position créditrice nette en 1974. La position créditrice nette du gouvernement fédéral est passée de \$274 millions en 1973 à \$630 millions en 1974. L'activité financière du gouvernement central a été dominée par d'importantes émissions d'obligations d'épargne du Canada au quatrième trimestre, qui, jointes aux autres émissions d'obligations négociables et de bons du Trésor, ont produit en 1974 une augmentation de \$4,379 millions des engagements du gouvernement, comparativement à une réduction nette de \$106 millions en 1973. La campagne des obligations d'épargne du Canada a fait progresser les soldes de caisse du gouvernement fédéral d'environ \$4.0 milliards au quatrième trimestre, ce qui signifie une augmentation annuelle de \$2.6 milliards. Le gouvernement a également ajouté au cours de l'année \$1.9 milliard à ses créances sur des sociétés affiliées; ce montant comprenait de fortes avances au Fonds des changes au premier trimestre et des avances à ses institutions financières en vue d'accroître leurs prêts hypothécaires.

Les gouvernements provinciaux, même s'ils se trouvaient dans une position créditrice nette en 1974, se sont procurés \$2.4 milliards sur les marchés des obligations, dont les deux tiers environ provenaient de marchés étrangers. Les administrations locales, qui se trouvaient dans une position débitrice nette de \$1.5 milliard, ont comblé leurs besoins de financement surtout au moyen d'émissions d'obligations, qui se sont chiffrées à \$739 millions en 1974; les municipalités sont allées chercher \$151 millions sur les marchés étrangers.

Le tableau 21.37 présente une matrice sommaire du système des flux financiers. On peut trouver des renseignements plus détaillés au sujet de chaque secteur et de chaque matrice sommaire dans la publication trimestrielle *Comptes des flux financiers* (no 13-002 au catalogue).

Sources

- 21.1 Division du produit national brut, Direction du système des comptes nationaux (courants), Statistique Canada.
- 21.2.1 - 21.2.2 Division du produit industriel, Direction du système des comptes nationaux (courants), Statistique Canada.
- 21.2.3 Division des entrées-sorties, Direction du système des comptes nationaux (structurels), Statistique Canada.
- 21.3 Division des prix, Direction de la statistique générale, Statistique Canada.
- 21.4 - 21.5 Division de la balance des paiements, Direction du système des comptes nationaux (courants), Statistique Canada.
- 21.6 Division des flux financiers et des entreprises multinationales, Direction du système des comptes nationaux (courants), Statistique Canada.